

1. Géopolitique comparée de la Rome antique et du monde occidental.

2. CES (T) COSTE Philippe (FRANCE).

3. 6 janvier 1999.

4. B

5. Mémoire de géopolitique.

6. Sur la base des considérations de Montesquieu, ce mémoire est une étude des similitudes entre les causes politiques de la grandeur et de la décadence de la Rome antique et du monde occidental.

La comparaison peut d'abord s'établir lors de l'établissement de la suprématie ; puis certains signes communs de régression sont décrits. Sans toutefois en tirer des prophéties, la mondialisation devient alors un nouvel outil politique dont les effets hégémoniques peuvent amoindrir la lente dégradation de la primauté occidentale.

7. hégémonie, empire romain, Occident, mondialisation.

-

-

-

-

-

-

-

-
-
-
-
-

SOMMAIRE

Introduction

1. Les origines de la suprématie : la puissance hégémonique.

11. La situation géopolitique au temps d'Auguste.

12. Les états clients.

13. Les origines de la puissance occidentale.

2. Le repli territorial et la décadence.

21. Le déclin du système de la clientèle et la défense dissuasive.

22. Les répercussions intérieures.

23 L'avenir du monde occidental.

231. Le défi territorial.

232. Le défi démographique.

233. Une conséquence politique de la mesure occidentale.

Conclusion

Annexes

ici en un mot l'histoire des Romains : ils vainquirent tous les peuples par leurs maximes ; mais lorsqu'ils y furent parvenus (...) des maximes contraires aux premières firent tomber leur grandeur ". Ainsi Montesquieu résume-t-il ses considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence. A notre époque troublée, il peut être instructif et rassurant de regarder vers le modèle offert par la politique de la Rome impériale alors que l'évolution géopolitique s'est brusquement accélérée depuis la chute de l'empire soviétique.

Si la vie économique ou sociale d'alors était bien différente de la nôtre ; la géopolitique romaine autorise de nombreux rapprochements intéressants en raison des conceptions politiques que le monde occidental partage avec la Rome antique. Pour les Romains comme pour nous, les deux exigences essentielles d'une civilisation en évolution sont une saine base matérielle propice au développement et la sécurité qui la conditionne. Pour nos deux sociétés, le but idéal de l'administration politique est d'assurer la survie de la civilisation sans nuire à la vitalité économique et sans compromettre l'ordre public établi. Bien au-delà des succès militaires, le succès historique exceptionnel de l'empire romain a montré la pertinence de ce concept géopolitique. En effet, la force militaire était clairement reconnue pour ce qu'elle est, à l'instar de notre perception contemporaine : un instrument essentiellement limité de puissance, coûteux et fragile. Il valait mieux conserver la force et n'utiliser la puissance militaire qu'indirectement en tant qu'instrument de lutte politique.

Rome a triomphé de ses voisins à l'époque républicaine par la maîtrise de la tactique, puis elle parvint à dominer les complexités stratégiques lors des guerres puniques ; la Ville éternelle conquiert cependant sa vaste puissance ultérieure avec peu de batailles mais par la conduite patiente et obstinée d'une géopolitique coercitive. Les Romains se rendirent compte que l'élément prédominant de la puissance n'était pas matériel mais psychologique. Le siège de Masada en 70-73 de notre ère révèle la mise en œuvre subtile de cette politique à long terme reposant sur la dissuasion. Affrontés à la résistance de quelques centaines de Juifs sur une montagne dans le désert de Judée, les Romains disposaient de nombreux atouts stratégiques afin de gagner cette guerre juive. Ils ne les appliquèrent pourtant pas ; au contraire, l'armée de l'empire consacra un nombre de légions disproportionné face à un objectif insignifiant afin de le réduire militairement en plusieurs années. L'exemple de Masada montrait la résolution des Romains décidés à anéantir des rebelles au sommet de montagnes au plus profond d'un désert. Et pour s'assurer que le message dissuasif avait été

dûment retenu, Flavius Josèphe fut appelé à Rome afin d'en écrire une relation détaillée qui fut ensuite publiée en grec, langue de l'Orient romain.

Cette coercition à des fins dissuasives évoque inmanquablement un aspect commun de la géopolitique hégémonique menée par nos deux civilisations ; les rapprochements sont facilement suscités par les actions contemporaines qui furent entreprises de la Libye à l'Irak. Il y a en effet " des causes générales, soit morales, soit physiques, qui agissent dans chaque monarchie, l'élèvent, la maintiennent, ou la précipitent ; tous les accidents sont soumis à ces causes et si (...) une cause particulière, a ruiné un état, il y avait une cause générale qui faisait que cet état devait périr ".

Le rapprochement que nous autorisent les conceptions géopolitiques de la Rome antique et celles du monde occidental contemporain, permet d'apprécier cette cause générale et d'appréhender les évolutions probables face aux bouleversements politiques actuels. L'ampleur de l'étude nous contraint toutefois à restreindre la comparaison au Haut-Empire romain dont l'apogée correspond à la suprématie occidentale de notre époque. Enfin, seul le bassin méditerranéen au sens large sera évoqué afin de réduire l'aperçu géographique. Ainsi dans une première partie, l'expansion hégémonique des deux civilisations sera évoquée en tant qu'origine commune de leur grandeur. La rupture politique romaine qui conduira à la décadence sera ensuite décrite dans la seconde partie afin d'en exploiter les éventuelles conséquences présentes.



1. Les origines de la suprématie : la puissance hégémonique.

11. La situation géopolitique au temps d'Auguste (cf. annexe II).

n 27 av. J.C., Rome avait un nouveau maître : Auguste ; il détenait en tant que premier citoyen (*princeps*) le pouvoir politique et le commandement de toutes les armées. Sous son règne, les conquêtes antérieures furent consolidées en une génération. L'Espagne fut occupée entièrement et la Gaule précédemment conquise fut organisée en trois nouvelles provinces: l'Aquitaine, la Lyonnaise et la Belgique ; quant à l'ancienne Gaule méridionale fortement romanisée, elle fut baptisée Narbonnaise. La situation en Germanie exigeait encore de réduire les forces indépendantes entre le Rhin et l'Elbe. L'anéantissement des légions de Varus en 9 après J.C. mit fin à cette conquête et deux commandements militaires de Germanie supérieure et inférieure furent finalement créés afin de surveiller les territoires à l'Ouest du Rhin. Au Sud, la politique de Rome eut plus de succès et tous les territoires au sud du Danube, depuis la Croatie jusqu'à la Moldavie furent conquis bien que l'instabilité y demeurât.

En Orient, Auguste ne fit aucune conquête. Le royaume allié de Galatie fut annexé et devint une province ; au-delà, les états clients assuraient la mainmise de Rome de la Mer noire jusqu'à la riche province d'Egypte, grenier à blé de l'empire. A l'Est, s'étendait la sauvage et montagnaise Arménie, dénuée de valeur mais située aux marches du royaume des Parthes

Arsacides. Un compromis politique permit de neutraliser l'Arménie, d'écarter l'influence des Parthes qui constituaient l'unique puissance civilisée menaçant l'empire romain en Orient, et de préserver la précieuse province de Syrie.

L'Afrique du nord constituait un territoire provincial et le cercle d'influence romaine était bouclé par l'autorité qu'exerçait indirectement la Ville éternelle sur le royaume client de Maurétanie. L'emprise de Rome rayonnait à partir de l'*urbs* bien que durant cette période initiale, la lutte contre les insurrections internes dominait encore la politique romaine. Le maintien de la sécurité extérieure ne s'exerçait que vis à vis des Parthes dont la puissance était la seule réelle menace, et encore à l'échelle régionale. Auguste laissait à ses successeurs comme la portion la plus utile de son héritage, l'avis important de resserrer l'empire dans les bornes que la nature semblait avoir elle-même tracées : à l'occident, l'Océan Atlantique ; le Rhin et le Danube au Nord ; l'Euphrate à l'orient et les sables brûlants de l'Arabie et de l'Afrique vers le midi.

L'absence d'un concept défensif est la clé de la géopolitique romaine de cette époque. Aucune force n'était déployée afin d'assurer la protection du territoire impérial car cette dernière était garantie par une politique indirecte excluant les moyens militaires. Ceux-ci constituaient alors une puissance matérielle disponible optimale, et sa permanence accroissait l'autorité politique de Rome.

La notion d'états clients est à l'origine de ce concept géopolitique ; la contribution de cette clientèle à la sécurité des provinces assurait la puissance politique et militaire de Rome selon des principes constants qui sont maintenant développés.



12. Les états clients (cf. annexe I).

es notions romaines relatives au régime de la clientèle et aux rapports entre l'empire et les royaumes clients, étaient issues de la conception traditionnelle du lien client-patron dans la vie municipale. Le principal arrangement dans ces relations disproportionnées était l'octroi d'une gratification (*beneficia*) donnée par le patron contre un service (*officia*) rendu par le client. L'aboutissement de ce processus faisait d'un roi client, souvent institué par Rome, un simple vecteur de la puissance romaine alors que son statut formel était celui d'ami du peuple romain (*amiens populi romani*).

Ce titre suggérait la reconnaissance de services rendus, l'éventualité de faveurs encore à venir mais il excluait toute connotation de servilité. Ce système qui fut en faveur durant toute la période julio-claudienne, s'appliquait à la politique étrangère comme aux affaires dynastiques ou domestiques. Il permit même d'organiser une frontière invisible de relations de clientèle avec les peuples les plus primitifs d'au-delà du Rhin et du Danube.

Les relations diplomatiques dans ces régions étaient alors moins stables que celles qui liaient Rome avec l'Orient civilisé ; mais cette instabilité entra dans le jeu politique romain qui usa des dissensions barbares pour remédier aux carences du système de clientèle german.

Ces tribus clientes germaniques exigeaient toutefois une attention constante et Rome dut se résoudre à utiliser tous les leviers diplomatiques - toujours d'actualité - depuis l'octroi de subsides jusqu'aux opérations militaires punitives.

La dimension géopolitique de ces états clients dépassait la seule passivité d'un glacis protégeant les provinces romaines. Il y eut des actions manifestes de la part de ces royaumes qui inclurent la mise à la disposition de l'armée romaine de troupes auxiliaires pour servir des intérêts romains. L'apport des clients à la politique impériale contribuait à compléter voire à suppléer sa puissance militaire ; un état efficace pouvait ainsi en pourvoyant à sa propre défense, dégager Rome de la responsabilité de la stabilité politique dans la région. L'obligation d'assumer leur sécurité interne était la fonction la plus évidente des états clients et la plus communément reconnue. Dans le cas contraire, l'intervention directe de Rome se limitait à la protection des intérêts romains dans le pays, et à aider le souverain client à conserver l'autorité sur son peuple. Cette conjonction intervint quand des troubles graves menacèrent des provinces ou d'importantes routes stratégiques comme lors des révoltes au sein de la Maurétanie de Juba.

Contre des menaces sérieuses, le système de la clientèle créait une profondeur géographique qui contribuait à la réduction du coût des interventions. Même si les forces auxiliaires ne pouvaient contenir seules l'ennemi, les dommages qui en résultaient intervenaient hors des provinces et n'entamaient guère le prestige politique de Rome.

La pérennité de ce système de clientèle reposait sur une structure impériale hégémonique ; l'instabilité des zones d'influence clientes exigeait une autorité et un contrôle permanents de la part de Rome. Cette constance géopolitique dépassait de surcroît les nombreuses dissensions internes qui gâtait régulièrement la vie politique romaine et elle assurait la continuité de l'action extérieure impériale ; Octave devenu Auguste, confirma l'autorité de six des clients les plus importants qui avaient servi fidèlement son rival malheureux Antoine. Les rapports avec les états clients s'étaient depuis longtemps figés en un ensemble de règles utiles pour la conduite d'une telle politique. Il était par exemple entendu qu'aucun état client ne pouvait s'agrandir au détriment d'un autre sans l'accord explicite de Rome. D'autre part, un client ne pouvait répondre à une attaque que par des mesures strictement défensives jusqu'à ce qu'intervienne un arbitrage de Rome. Le système pouvait se maintenir en équilibre tout en préservant la balance entre les pouvoirs des rois clients.

Mais la géopolitique romaine pouvait user d'atouts supplémentaires soit commerciaux soit culturels. La sphère marchande romaine était de portée supérieure à celle des zones d'influence politique impériales ; elle complétait la sujétion d'états clients réels ou potentiels sous l'aspect économique. Rome favorisait de plus l'éducation des fils de chefs de tribus de l'Europe centrale dans le but probable d'appuyer la perception de la puissance romaine.

Enfin, l'octroi de subsides était le principal moyen actif dans l'administration de la clientèle chez les peuples les plus primitifs. En distribuant à bon escient ces faveurs à des chefs choisis, Rome leur facilitait la domination sur leurs sujets tout en s'assujettissant leur fidélité.

Ainsi les états clients exigeaient une attention soutenue du gouvernement impérial. Claude désigna un agent diplomatique particulier chargé de l'administration in situ de la

clientèle, véritable secrétaire d'état aux affaires étrangères de l'antiquité. La puissance que Rome tirait de ce concept découlait de la force potentielle qu'il conférait sans coût particulier et donc sans limites.

Ce système julio-claudien bien établi contribua à l'émergence de la grandeur de l'empire romain à partir d'une politique foncièrement hégémonique. Ces conditions essentielles de puissance se retrouvent dans la politique menée par le monde occidental de nos jours.



13. Les origines de la puissance occidentale.

La politique de Rome au début de l'ère chrétienne fut ainsi caractérisée par son expansionnisme hégémonique. L'agrandissement territorial fut de surcroît limité aux impératifs de stabilité ; l'extension de l'influence romaine se réalisait en fait par l'action diplomatique vis à vis d'une clientèle périphérique. Ce système autorisait l'expansion tant qu'il y aurait des peuples et des cultures susceptibles d'être influencés par la " géopolitique armée " émanant de la puissance militaire romaine.

Mais évoquons dorénavant la puissance occidentale qui domine aujourd'hui ce même foyer méditerranéen et bien au-delà. Cette suprématie procède également d'un concept hégémonique qui s'est lentement élaboré : celui né pour l'essentiel de la puissance anglo-saxonne. Au XIX^{ème} siècle le Royaume Uni tout d'abord se prévalut d'établir et de célébrer la prééminence britannique dans le monde ; devenir riche et puissant pour un état dominé par la morale protestante est un devoir. Ainsi, à l'instar de la politique hégémonique romaine, la Grande Bretagne définit la manière dont elle entendait civiliser le monde. Prônant l'équilibre des forces mais privilégiant sa liberté d'action, le Royaume Uni sut comme Rome prémunir sa puissance coercitive et préserver ses seuls intérêts. En 1914, quelques milliers de soldats contrôlaient 28 millions de km² et 400 millions de sujets non britanniques.

Mais les Etats-Unis ont désormais succédé à la Grande Bretagne dans l'affirmation de la domination occidentale ; pourtant l'origine en est bien différente et l'Amérique est devenue une puissance mondiale presque malgré elle. C'est une vision quasi messianiste du rôle de ce pays qui inspira les " pères fondateurs " ; les Etats-Unis ne devaient pas se prêter au jeu européen de l'équilibre des forces mais répandre leurs principes démocratiques : " c'était comme si la Providence divine avait tenu en réserve un continent qui attendait qu'un peuple pacifique, chérissant plus que tout la liberté et les droits de l'homme, vînt établir une démocratie ignorant l'égoïsme ". Cet altruisme s'est toutefois rapidement heurté aux réalités de la puissance ; du continent américain, la politique hégémonique des Etats-Unis s'est ensuite étendue au monde entier. La politique étrangère américaine a alors oscillé entre deux finalités qui peuvent trahir une connotation romaine :

- la croisade démocratique destinée à imposer les valeurs politiques et morales de l'Amérique qui seules mènent les peuples à la paix et à la prospérité. C'est la version contemporaine de la *pax romana* dont le pragmatisme marchand assuré par la stabilité politique favorise le mercantilisme.
- la géopolitique armée, appuyée sur de formidables moyens militaires, économiques et culturels. Celle-ci annonce le concept de sécurité collective qui demeure à la base de la politique de puissance des Etats-Unis ; la similitude avec le système de clientèle julio-claudien est alors vérifiée.

A l'instar de Rome, l'établissement d'une puissance marchande a d'abord motivé l'hégémonie occidentale ; cette caractéristique la distingue par ailleurs des empires autoritaires qui sont apparus à l'époque contemporaine. La régulation du commerce international est en effet une doctrine impériale dans le sens où elle cherche à promouvoir un ensemble de normes auxquelles le monde doit adhérer. La révolution industrielle en Europe a en premier lieu permis l'expansion coloniale sous des formes diverses mais commerciales : soit la conquête territoriale et la domination directe, soit le contrôle politique de type protectorat, soit des accords imposés à des " états clients ". Puis, à la faveur des deux guerres mondiales, le projet wilsonnien d'instaurer " la suprématie du droit contre toute agression égoïste " et de remplacer la diplomatie ancienne par " un accord commun pour un objectif commun " s'est lentement établi. En 1945, la Charte des Nations Unies érige les fondements d'un système collectif de sécurité ; puis autour de l'aide américaine, le Conseil de l'Europe et l'Alliance Atlantique sont institués en 1949.

Après l'affirmation définitive à Yalta de la prédominance du gouvernement démocratique, l'Organisation des Nations Unies est fondée à New York et non dans la ville neutre de Genève, ancien siège de la défunte Société Des Nations. Mais du fait du schisme des vainqueurs du conflit mondial, le système originaire des Nations Unies ne verra pas le jour ; il ne subsiste qu'une structure comparable à celle de la S.D.N au sein de laquelle l'occident peut espérer disposer d'une majorité automatique. Enfin en 1988, la nouvelle vision soviétique des relations internationales écarte la confrontation idéologique et accorde la primauté des intérêts communs de l'Humanité sur la poursuite des intérêts nationaux. Une nouvelle ère de mondialisme pouvait désormais s'ouvrir autour de la revitalisation du Conseil de Sécurité. C'est l'ère d'un régime d'assemblée aux dimensions du monde exclusivement composée de démocrates éclairés. L'Occident revient au message de Kant qui réservait sa propre " Société des Nations " aux seules nations " républicaines " et le président George Bush peut déclarer : " Les Etats-Unis sont appelés à conduire le monde hors des ténèbres et du chaos de la dictature vers la promesse de jours meilleurs. "

Un nouveau Sénat romain " s'érigait qui jugeait tous les peuples ; à la fin de chaque guerre, il décidait des peines et des récompenses que chacun avait méritées, il ôtait une partie du domaine du peuple vaincu pour la donner aux alliés. On se servait des alliés pour faire la guerre à un ennemi ; mais d'abord on détruisait les destructeurs ". Les résolutions de l'O.N.U. deviendront-elles le *Senatus PopulusQue Romani* de la Ville éternelle ?

Ainsi guidé par Montesquieu, observons la remarquable convergence politique qui permit à la Rome antique et à l'occident contemporain d'instaurer leur suprématie. Nous avons décrit comment le système de clientèle accorda à Rome de rarement recevoir la guerre, mais de la diffuser dans le temps et dans l'espace, de la manière et avec ceux qui convenaient à la politique impériale. Si la stabilité des alliances européennes a facilité l'instauration d'un statu quo digne de l'orient antique, la périphérie du monde occidental a subi les tribulations des marches germaniques. La manipulation et l'utilisation des factions furent à la base d'une stratégie indirecte particulièrement meurtrière. L'Afghanistan et sa périphérie sont la nouvelle zone tampon du bassin ; la ceinture est plus orientale que celle de l'Arménie antique mais elle demeure violemment sujette aux emprises.

Malgré la disparition des antagonismes de la guerre froide, l'immixtion voire l'ingérence demeurent un instrument de la politique occidentale. Montesquieu considérait qu'une des causes de la grandeur romaine était l'insistance de Rome de paraître sur la scène lorsque deux peuples étaient en guerre ; il précise même que les romains prenaient le parti du plus faible et que ces coutumes étaient des principes toujours constants. Cette propension demeure vivace parmi les actions diplomatiques occidentales. L'exemple de l'ingérence que constitue la tentative actuelle de résolution du conflit au Kosovo confine à la caricature le soutien au faible kosovar et la volonté de destruction du " destructeur " serbe. Il s'agit là d'une subtile manière d'affaiblir toute menace virtuelle en s'attaquant directement au péril le plus élevé. De surcroît, " ils jugeaient d'abord l'affaire, et, par là, ils étaient sûrs de n'avoir contre eux que la partie qu'ils avaient condamnée ". L'ostracisme dont peut être aujourd'hui victime tout potentat avait alors également cours : " il ne s'agissait pas du degré de leur puissance, mais leur personne propre était attaquée ". Outre ces fins, tous les moyens hégémoniques sont utilisés ; Montesquieu a même révélé que la subtilité des termes utilisés à la rédaction des traités a permis à Rome d'abuser de nombreuses cités dont la fameuse Carthage. Les litiges sur l'interprétation de la Résolution 242 des Nations Unies conservent donc une étonnante actualité pour la résolution du conflit israélo-arabe...

Mais le levier de commande principal est le système d'alliance avec une " clientèle " ; il permet d'accroître la puissance politique et de préserver un grand potentiel de forces disponibles. A ce titre, l'Alliance Atlantique est désormais la véritable communauté internationale investie des moyens de coercition les plus performants et les mieux adaptés ; elle constitue la nouvelle légion romaine dotée de ses troupes auxiliaires, de la caution politique et morale et des rétributions financières. Pendant quatre décennies, l'Alliance a parfaitement rempli sa fonction de bouclier contre l'ennemi soviétique clairement identifié et cerné. La clé de voûte de cette organisation est l'article 5 du traité qui stipule qu'une agression armée contre l'un de ses membres équivaudrait à une attaque contre tous. Dès la fin de la guerre froide, les Etats-Unis ont procédé à la révision de leurs conceptions stratégiques. Sans jamais mettre en question l'existence de l'O.T.A.N. qui avait été un instrument décisif lors du défunt antagonisme, et loin d'envisager une réduction de son rôle, les Etats-Unis ont cherché au contraire à l'accroître. En effet, les affrontements qui se succédèrent rapidement des Balkans au Caucase remettaient la pendule géopolitique à l'heure des réalités. Cette situation nouvelle eut une double conséquence pour l'Alliance Atlantique : prolonger sa légitimité mais aussi, lui imposer une profonde réforme pour s'adapter à un nouveau monde multipolaire. L'Occident doit en effet désormais, comme l'empire romain, activement protéger une société plus évoluée contre des menaces diverses plutôt que concentrer ses efforts sur la destruction de forces ennemies dans la bataille.

Mais " rien ne sert mieux Rome que le respect qu'elle imprima à la Terre ". L'hégémonie américaine sur le Vieux Continent subsiste et le sommet de l'O.T.A.N. à Madrid en juillet 1998 concrétise l'ancrage des Etats-Unis en Europe. Il est admis parmi les responsables politiques et militaires américains que l'intérêt suprême de Washington est de faire obstacle à toute résurgence d'une puissance capable de rivaliser avec les Etats-Unis. Tous les textes et documents publiés depuis lors, désignent comme rivaux potentiels non seulement la Russie, mais aussi une entité politique européenne unique voire l'Allemagne seule. L'intervention américaine dans les Balkans n'est pas étrangère à une volonté d'empêcher la création d'une zone sous influence allemande au cœur de l'Europe.

Dans une première étape de cette réforme, les Etats-Unis ont obtenu que soient admises d'éventuelles interventions de l'O.T.A.N. hors de l'aire géographique couverte par le traité de l'Atlantique Nord. La puissance militaire demeure un élément primordial de la suprématie des Etats-Unis et ceux-ci ont de surcroît obtenu la reconnaissance de l'organisation militaire comme " bras armé " des Nations Unies. Le Conseil de Sécurité a confié à celle-ci la tâche de faire appliquer par des moyens militaires les résolutions qu'il avait votées. Les Etats-Unis ont ensuite affirmé la fermeté avec laquelle ils tiennent à conserver leur autorité au sein de l'Alliance ; la dépendance des Européens au sein de l'organisation demeure d'ailleurs sensible dans des secteurs de la défense essentiels. Alain Joxe évoque une évolution originale de l'O.T.A.N. en des termes propres à ceux de la puissance romaine : " il devient probable que la soumission aux souhaits des Etats-Unis prenne la forme de la construction active d'un pilier autonome de l'Alliance autour du noyau franco-allemand, pilier qui libérerait l'Amérique du devoir de faire régner l'ordre par des interventions classiques en Europe, et lui permettrait de réaliser son grand rêve, régner seulement par sa supériorité technologique et financière et ne plus jamais mettre de troupes à terre ".

C'est toutefois par les décisions prises concernant l'élargissement de l'O.T.A.N. que la politique américaine a manifesté le plus clairement sa conception de la sécurité en Europe. Montesquieu ajoutait que " le titre d'allié du peuple romain était très recherché : car on était sûr que l'on ne recevrait d'injures que d'eux, et l'on avait sujet d'espérer qu'elles seraient moindres ". Or une fois l'empire soviétique effondré, les nations d'Europe centrale ont toutes déclaré vouloir accéder rapidement au statut de membre à part entière de l'O.T.A.N. afin de bénéficier du parapluie américain. L'expansion pouvait reprendre et l'élargissement progressif de l'Alliance a été mené avec prudence mais résolution par Washington.

Dès 1994, les Etats-Unis proposent un partenariat pour la paix qui est signé par vingt-sept pays dont la Russie qu'il fallait toutefois ménager. Dominées par le dialogue russo-américain, les négociations diplomatiques devraient permettre aux trois premiers pays - Pologne, Hongrie et République Tchèque - de rejoindre l'Alliance en 1999 (cf. annexe III). Ces nations qui sont les plus proches socialement et culturellement de l'Ouest, participent ainsi aux préceptes séculaires de la clientèle et entament la constitution d'une périphérie plus orientale. Celle-ci devra néanmoins écarter " l'étranger proche " de Moscou constitué des pays baltes et de ceux de la C.E.I. ; bien que ces derniers soient les plus sujets aux tensions avec la Russie (à moins que ceci en soit la cause !), les garanties américaines accordées à Moscou les excluent de tout élargissement.

Ces cautions américaines qui accompagnent toutes négociations ont renforcé la haute main de Washington sur l'élargissement de l'O.T.A.N. ; celui-ci sera toutefois majoritairement financé par les Européens. Comme dans les Balkans ou au Proche Orient, l'Europe assure la manne financière sans bénéficier de l'initiative diplomatique. L'assurance de dominer à moindre charge garantit la pérennité hégémonique d'autant que les adhésions et les contributions des " clients " sont délibérées. Les crises irakiennes de 1998 ont d'ailleurs affirmé la sujétion politique et militaire de l'Europe. A l'exception notable de la France, les pays européens par leur soutien aux opérations aériennes ont privilégié la solidarité à l'égard de l'O.T.A.N. au détriment de leurs propres intérêts. Montesquieu notait que " c'est la folie des conquérants de vouloir donner à tous les peuples leurs lois et leurs coutumes ; cela n'est bon à rien (...) mais Rome n'imposant aucunes lois générales, les peuples n'avaient point entre eux de liaisons dangereuses ; ils ne faisaient un corps que par une obéissance commune, et, sans être compatriotes, ils étaient tous romains ".

Les Etats-Unis peuvent par contraste faire preuve d'une exceptionnelle mansuétude au profit de " clients " dont la situation politique et stratégique est particulièrement favorable. A cet égard, Israël bénéficie du privilège d'occuper une large zone d'influence au mépris des lois internationales, de violer depuis trente ans toutes les résolutions de l'O.N.U. la concernant et de posséder des armes de destructions massives ; Washington maintient néanmoins son soutien politique et financier au profit d'un client privilégié.

Le monde occidental a donc mené une politique hégémonique qui lui a permis d'établir une remarquable *pax americana* sur le bassin méditerranéen et bien au-delà. Une clientèle sélectionnée parmi les nations culturellement les plus proches, et encouragée progressivement à adopter une forme démocratique de gouvernement, assure le cordon périphérique d'une zone d'influence de plus en plus orientale. Comme sous l'antiquité, ce procédé garantit une primauté politique et stratégique qui réduit l'effort militaire à prodiguer, l'objectif demeurant d'éviter la résurgence d'une puissance majeure à l'Est de l'Europe.

Au Proche Orient, une politique plus empirique en raison de conflits endogènes, maintient par le jeu diplomatique américain une certaine stabilité même si les rapports israélo-arabes restent l'épreuve majeure pour le " Nouvel Ordre mondial ". Cette région est cependant devenue prioritaire en raison des crises persistantes, des menaces pesant sur les régimes étroitement liés à Washington, des tensions avec l'Iran et du blocus de l'Irak. Au-delà les marches orientales du bassin, longtemps figées à l'ombre ou au sein de l'Union Soviétique, retrouvent une grande fluidité politique. De robustes Etats-Nations affirment leur identité et leur prétention tandis que la Turquie peut naturellement prétendre au rôle de principal pôle économique-politique. Ankara constitue ainsi une passerelle vers le modèle occidental afin d'établir une zone d'influence tampon dans une région qui demeure de nos jours un pivot géopolitique ; l'extension de l'Organisation de Coopération Economique garantit désormais un marché en Asie Centrale islamique. La puissance marchande demeure le relais du politique afin d'accroître l'emprise occidentale.

Rome qui mena jusqu'au Haut-Empire une expansion hégémonique comparable, a pourtant subi une rupture politique sous les flaviens qui eut de graves conséquences sur le maintien de sa grandeur ; ce sont les circonstances de ce changement qui sont maintenant évoquées.



2. Le repli territorial et la décadence.

21. Le déclin du système de la clientèle et la défense dissuasive.

e système d'états tributaires de l'empire qui par le déploiement de leurs propres ressources, garantissaient la stabilité des provinces notamment en Orient, connut son apogée sous Vespasien qui fut proclamé empereur en 69. C'est pourtant lui-même, bénéficiaire immédiat de ce concept de la clientèle, qui présida au démantèlement de celui-ci.

Pendant les premières années de son règne, il entreprit l'annexion de la plupart des royaumes clients orientaux. Cette nouvelle politique annexionniste s'explique par une tentative de restructuration de l'empire romain visant à la centralisation administrative et à la territorialisation de ce qui était encore partiellement l'empire hégémonique. Mais cette réforme, par la disparition de la clientèle, substituait la présence de légions romaines à la " politique de petits pas " de la Mer noire à la Mer rouge par forces alliées interposées. Ainsi

la conséquence finale de ces annexions est le remplacement de la politique coercitive mais économe de puissance matérielle, par une dispersion coûteuse des forces.

Sous les julio-claudiens, plus l'état client était fort, mieux il pouvait assurer ses diverses missions de sécurité et contribuer à la stabilité de la région. Un empire qui était réputé capable d'expansion ultérieure, était aussi celui qui pouvait maintenir de puissants états clients en sujétion. Cela est différent avec le nouveau système qui s'élabore sous Vespasien ; les clients deviennent ceux qui demeurent assez faibles pour être tenus par la crainte des forces déployées à proximité et qui ainsi, sont d'un faible appoint militaire et politique à l'empire. Celui-ci devient un état sur la défensive, et c'est pour cette raison que Trajan se devait de détruire l'indépendance dace comme nous le décrirons ultérieurement ; la solution de l'autorité indirecte n'était en effet plus susceptible d'être appliquée dans l'empire.

La fixation des frontières impériales fut le premier pas de cette nouvelle politique ; le contrôle direct et l'organisation provinciale céda à l'autorité politique et l'influence de Rome s'accrut progressivement au sein des limites impériales déterminées sur le terrain avec précision. Les frontières politiques de la puissance romaine avaient été remplacées par des défenses matérielles ; elles constituaient désormais un périmètre qui exigeait un investissement colossal : le *limes*. La géopolitique romaine visait en effet un nouvel objectif face à une nouvelle exigence : assurer une sécurité permanente pour les vies et les biens des populations civiles, et isoler les provinciaux des barbares. En particulier, le but de cette politique territoriale était de séparer les barbares d'au-delà des barbares d'en deçà qui étaient en passe de devenir romains. Le développement économique, l'urbanisation, l'intégration politique réclamaient l'assurance d'une sécurité quotidienne et la séparation des provinciaux de leur parentèle barbare.

L'expansionnisme cédait le pas à un repli matérialiste et à l'ostracisme. Le *limes* est cependant resté ouvert de l'Anatolie centrale à la Maurétanie en passant par tout le Proche Orient. La spécificité climatique de ces régions permet de conserver l'objectif de la sécurité dissuasive, basée sur un système ponctuel de défense lié aux ressources en eau. Les problèmes actuels de la sécurité d'Israël demeurent semblables à ceux qu'affrontèrent les romains. Le *fossatum africae* de Numidie était l'unique défense linéaire ; elle coexistait avec un réseau de distribution d'eau qui permettait le développement de l'agriculture. Comme de nos jours, ce système d'aménagement assurait l'eau et la sécurité indispensables à la survie en zone désertique.

Cet aspect particulier de la politique au Sud de l'empire rejoint l'impératif de sécurité indispensable au développement économique. Là plus qu'ailleurs, la nécessité d'une frontière continue bien que ponctuelle est évidente ; par le développement matériel, elle permet la survie à long terme de l'empire tout en créant un climat politique réceptif aux idéaux romains et favorable à l'autorité impériale.

Ainsi, les instruments de la géopolitique romaine variaient avec elle ; l'abandon du système de la clientèle au profit d'une politique défensive et territoriale apparemment plus sûre, mais en fin de compte plus fragile, exigeait un emploi direct de la force militaire sur la périphérie de l'empire. La puissance de Rome devenait répartie en armées régionales avec le coût matériel et politique qu'un tel transfert impliquait.

L'autre levier de cette nouvelle politique inaugurée par les Flaviens, est le choix délibéré de frontières optimales, adoptées à la fois pour leurs caractères topographiques mais également pour des raisons stratégiques au sens large. Ces limites, matériellement édifiées, ne sont pas tracées pour englober le plus de terrain possible mais pour optimiser l'aire contenue selon des critères politiques, économiques ou stratégiques. Le *limes* est bien une nouvelle conception géopolitique de l'empire et non une simple fortification bâtie à des fins stratégiques à l'image de la Grande Muraille qui protège déjà un autre empire en Chine.

La jouissance de la prospérité romaine a désormais pris le pas sur les conquêtes expansionnistes. C'est ainsi que la ligne la plus courte de défense ne sera pas nécessairement la meilleure frontière comme l'illustre le Mur d'Antonin. Ce dernier fut érigé au-delà de celui d'Adrien quelques années seulement plus tard, afin de pallier les carences politiques qui subsistaient avec les remuants peuples septentrionaux ; il eut cependant l'inconvénient d'être bordé de populations hermétiques aux idéaux romains. Aucun écran de clientèle ne put ainsi se former si bien que le Mur d'Adrien fut définitivement réhabilité malgré l'inconvénient tactique d'être deux fois plus long que celui d'Antonin.

Le difficile et long établissement de la frontière en Germanie éclaire également sur les nouveaux objectifs de la politique romaine et sur sa continuité malgré les différences de tempérament des différents empereurs qui se sont succédés. La frontière naturelle constituée par les vallées du Rhin et du Danube présentait le grave inconvénient de former une encoche de près de 400 km s'enfonçant profondément en territoire impérial. Un véritable *limes* fut pourtant érigé qui permit de protéger les vallées et de réduire le saillant ; mais ce n'est qu'à l'époque d'Antonin que la frontière définitive fut en place. Ce tracé ne s'appuyait pas seulement sur des frontières naturelles ralliées au plus court ; son articulation révèle au contraire la priorité accordée à la politique et au but ultime de la romanisation par le développement économique sur l'intérêt d'avoir une frontière rectiligne. Ce *limes* possédait certes une valeur stratégique : il permettait l'interdiction des voies naturelles d'intrusion et la canalisation des attaques de grande ampleur vers les concentrations de réserves militaires romaines. Mais ce tracé démontre surtout le trait nouveau de la géopolitique romaine : la création d'une société civile.

Le choix du tracé privilégie les terres arables défrichées ; l'agriculture productive qui en découle amène la prospérité, puis l'urbanisation et enfin le développement de la romanisation. Ainsi, si la nouvelle politique doit permettre une mobilité stratégique accrue au sein de l'empire, elle doit également inclure des zones favorables à cette romanisation. Elle permet alors d'accroître la puissance de l'empire en hommes et en ressources. Dans le cas du *limes* germanique, des saillants furent même créés afin de séparer des ennemis puissants et d'éviter ainsi des vellétés de coalition.

Le dernier peuple sur le *limes* septentrional dont la puissance menaçait la nouvelle politique défensive romaine, était les daces ; les hauteurs de Transylvanie formaient le cœur de leur état et la lutte que mena Rome face à cette nation illustre une dernière composante de la nouvelle géopolitique romaine.

Sous Tibère, la diplomatie et l'utilisation des voisins sarmates échouèrent dans une tentative " d'achalander " l'empire auprès des daces. Les conflits armés débutèrent alors et s'achevèrent par la conquête de la Dacie par l'empereur Trajan en 106. Cette ultime annexion

créa une nouvelle frontière en un profond saillant au-delà du Danube. La lecture classique d'une carte de la province présente un territoire vulnérable dont le centre militaire est de surcroît situé à l'extrémité septentrionale. Cette aberration stratégique devient rationnelle si on considère l'ordre d'importance des priorités de la politique romaine : l'élimination de la puissance indépendante dace apportait les conditions nécessaires à la restauration de l'autorité diplomatique de Rome sur les Germains à l'Ouest et sur les Sarmates d'Ouest en Est. En tant que province la Dacie n'offrait pas d'intérêt, mais en revanche elle formait un bouclier stratégique et une épée politique.

Ce concept défensif du *limes* put alors jouer son rôle mercantile : tandis que de nos jours l'établissement de la démocratie assure la prospérité marchande, la sécurité romaine permit le renouveau des villes côtières grecques de la Dobroudja et l'urbanisation le long du Danube depuis la Thrace. Cette région participa ainsi à l'accroissement de la puissance de Rome par l'apport de ses ressources matérielles et humaines. Le *limes porolissensis* ainsi érigé était tactiquement vulnérable par sa forme et par sa longueur ; il prouve donc la priorité politique de l'empire lors de ses dernières actions de force. C'est d'ailleurs par l'autorité diplomatique de Rome sur les populations installées en bordure du *limes* que l'empire en garantissait l'efficacité. C'est lorsque cette autorité faiblit pendant la grave crise du III^{ème} siècle, que le *limes porolissensis* fut abandonné sous le règne d'Aurélien (270 - 275) après avoir assuré la suprématie politique de Rome sur toute la région.

En Orient, la géopolitique romaine reposait pendant l'époque julio-claudienne sur trois éléments : les états clients, l'état tampon d'Arménie et l'armée de Syrie forte de quatre légions. Quand le système de clientèle fut supprimé, un déploiement de garnisons permanentes fut pour la première fois nécessaire, et Trajan hérita de ses prédécesseurs d'une frontière orientale plus nette mais pas plus satisfaisante que la confuse marqueterie des états clients. Les Romains se trouvaient dans une position difficile : tenir une bande étroite de terrain toute en longueur avec la mer à l'Ouest et un front vulnérable face à des espaces désertiques à l'Est. Ce furent pourtant des considérations exclusivement politiques qui conduisirent Trajan à conquérir l'Arménie et la Mésopotamie contre les Parthes. Des provinces furent organisées et des souverains clients firent allégeance à Rome, remplaçant les rois parthes d'antan.

Mais ces dernières conquêtes étaient trop étendues pour être consolidées avec succès. La nouvelle politique de jouissance de la *pax romana* avait un coût en terme de puissance disponible ; les réserves en hommes avaient à peine augmenté depuis le temps d'Auguste et la politique à long terme d'intégration politico-culturelle de Rome n'était pas acceptée par les cultures régionales restées sur la défensive. En somme, les dernières conquêtes de Trajan ne pouvaient être viables ; l'immense effort de mise en place avait entraîné un amoindrissement général qui ne pouvait être compensé. L'empereur Adrien, ancien lieutenant de Trajan en Orient, abandonna les nouvelles provinces.

Une fois les frontières du *limes* définitivement fixées, l'autorité hégémonique et la puissance militaire offensive devinrent superflues ; la transition politique était achevée.

Du système julio-claudien de caractère hégémonique, Rome avait tiré les ressources politiques et militaires d'états clients autonomes. La puissance romaine demeurait concentrée et agissait ainsi sur le pouvoir coercitif de la politique impériale. Celle-ci maintenait la stabilité du système au plan interne (c'est à dire dynastique) et régional ; cette force persuasive était complétée en particulier par les subsides largement octroyés aux clients. La sphère de l'autorité impériale n'était alors limitée que par la distance à partir de laquelle les nations percevaient la puissance romaine. L'extension ultérieure qu'autorise la clientèle ne nécessitait pas un accroissement de la force militaire.

A partir de l'époque flavienne, les forces armées sont déployées pour assurer non plus l'autorité de Rome mais la tranquillité et la prospérité des provinces impériales. La puissance romaine est désormais proportionnelle à la force militaire de l'empire qui est utilisée directement et non plus comme un instrument de persuasion ; néanmoins, l'empire reste fort car l'essentiel de sa puissance est politique.

Mais l'influence culturelle et économique de Rome devint créatrice chez les populations frontalières d'une assise politique commune susceptible de s'opposer à la Ville éternelle. Des hommes qui n'avaient rien en commun, acquièrent les éléments d'une culture partagée et Outre-Rhin se constitua une fédération de peuples frontaliers soudés par l'influence romaine en un redoutable conglomérat. La politique romaine qui cherchait à maintenir divisés ses ennemis, devint de moins en moins efficace et le système de défense des frontières conçu en fonction de menaces de faible ampleur ne put lutter avec succès contre cette coalition. Les ennemis de l'empire ne furent plus contraints à la défensive, ils ne furent plus que contenus. Et quand le front fut percé, la capacité d'engendrer des symboles de puissance en vue d'exercer une pression politique fut perdue sans retour...



22. Les répercussions intérieures.

ce stade de la comparaison géopolitique, une digression sur les mœurs intérieures de la société romaine est utile. Celles-ci sont en effet liées aux conséquences sur la vie politique, culturelle et sociale au sein de l'empire de la *pax romana* précédemment décrite. Elles auront fatalement des implications sur l'administration de la géopolitique impériale car la perte de la vitalité culturelle ou du dynamisme économique sape l'impulsion civile et accélère l'effondrement des structures du pays. Les considérations notées par Montesquieu sur le sujet, fournissent de nouveau une remarquable comparaison avec les usages actuels.

L'humaniste du XVIIIème siècle relevait tout d'abord que cette licence des mœurs était l'œuvre de l'état. Ses responsables établirent en effet " une impunité de tous les crimes publics : tout ce qui pouvait faire une bonne police, ils l'abolirent "; et Montesquieu de dénoncer alors ce que nous appelons désormais la corruption et le conformisme intellectuel.

Mais le peuple romain perdait surtout la force morale qui lui avait conféré sa grandeur et il n'était plus " composé presque d'affranchis ou de gens sans industrie, qui vivaient aux dépens du trésor public, et ne sentait que son impuissance ". Cet assistanat ôtait au peuple toute velléité d'activité, " les distributions de blé qu'il recevait lui faisait négliger les terres ; on l'avait accoutumé aux jeux et aux spectacles ".

Bien sûr, un tel gouvernement a un coût d'autant plus élevé que comme il a été décrit précédemment, Rome mena une politique dispendieuse en utilisant désormais sa force militaire pour assurer la prospérité de l'empire. Or, " il n'y a point d'état où l'on ait plus besoin de tributs que dans ceux qui s'affaiblissent ; de sorte que l'on est obligé d'augmenter les charges à mesure que l'on est moins en état de les porter. Bientôt, dans les provinces romaines, les tributs devinrent intolérables ".

La force armée fut également affectée par l'évolution de la nation romaine, et ceci de deux manières. La première est la conséquence de l'Edit de 212 qui accorda le droit de cité à tous les habitants de l'empire pour des motifs essentiellement liés aux recettes fiscales. Les légions devinrent " multinationales " et comme les empereurs en étaient issus, ils furent tous étrangers : " Rome ne fut plus la maîtresse du monde, mais elle reçut des lois de tout l'univers "; " ainsi ils établissaient des usages tout contraires à ceux qui les avaient rendus maîtres de tout (...) ils détruisaient l'art militaire chez eux et l'établissaient chez les autres ". Rappelons qu'Attila fut un général romain et quand " l'armée d'Italie, composée d'étrangers, exigea ce qu'on avait accordé à des nations plus étrangères encore : elle forma une aristocratie qui se donna le tiers des terres de l'Italie, et ce fut le coup mortel porté à cet empire ". Mais ces considérations correspondent avant tout à la disparition de l'esprit de défense au sein d'une société qui préféra déléguer sa sécurité à des forces supranationales.

La seconde conséquence qui énerva les légions fut la simple perte de la discipline militaire ; les légionnaires abandonnèrent jusqu'à leurs propres armes. Végèce raconte que les soldats obtinrent de l'empereur Gratien de renoncer à leur cuirasse et à leur casque qu'ils trouvaient désormais trop pesants.

Enfin, l'argent dominait l'empire allant jusqu'à faire et défaire les empereurs ; la succession même de Commode fut marchandée entre des prétendants qui dépensèrent des sommes immenses. Lactance nous a laissé ce terrible tableau de ses effets : " tellement grande était la multitude de ceux qui recevaient en comparaison du nombre de ceux qui devaient payer, telle l'énormité des impôts, que les forces manquaient aux laboureurs, les champs devenaient déserts, les cultures se changeaient en forêts ".



23. L'avenir du monde occidental.

es étonnantes concordances entre les civilisations romaine et occidentale décrites ci-dessus ne sollicitent aucun commentaire tant les rapprochements nous interpellent. Cependant, les immenses ressources de communication de notre époque amplifient les conséquences de l'évolution de la société sur le gouvernement des nations occidentales. Le système de décision

politique est d'ailleurs affecté de faiblesses que Montesquieu dénonçait dans ses considérations : " sous les empereurs, la maxime fut d'entretenir la paix : les victoires ne furent regardées que comme des sujets d'inquiétude, avec des armées qui pouvaient mettre leur service à trop haut prix. Ceux qui eurent quelque commandement craignirent d'entreprendre de trop grandes choses ". Si le prix à payer est désormais plus humain et financier que politique, la circonspection demeure cependant.

L'absence de volonté politique du monde occidental doté d'une Alliance atlantique devenue " une charte de principes moraux et politiques, sans autre ennemi que l'instabilité " est-elle le signe d'un repli identitaire défensif commun aux débuts de la décadence romaine ?

231. Le défi territorial.

Il est tout d'abord remarquable de noter la similitude des situations géopolitiques dans le bassin méditerranéen entre l'antiquité et notre époque :

- l'Occident a formé un *limes* politique au Nord qu'elle tente de repousser vers l'Est au gré des concordances culturelles,

- le Sud est toujours caractérisé par une grande perméabilité enrayée de résistances ponctuelles,

- enfin l'interventionnisme occidental se manifeste comme sous l'antiquité au Proche et au Moyen Orient.

Cependant depuis l'effondrement du système soviétique, les relations internationales ont connu un renouveau qui sous certains aspects pourrait apparaître comme un repli du monde occidental sur sa prospérité assurée et sa sécurité recouvrée. En effet, la disparition des blocs antagonistes laisse orphelins les clients du communisme déchu comme ceux d'un monde occidental soulagé. Mais l'Occident refuse le coût de la mise à niveau de sociétés qui passent trop rapidement du monde rural à l'univers urbain. Quant à l'Afrique, elle n'est plus un enjeu géopolitique et devient si peu convoitée que sa marginalisation dans le système international se confirme ; seule l'évolution du Maghreb suscite l'attention passionnée de la Communauté Européenne.

Ainsi s'effacent les profits de la compétition Est-Ouest concrétisés par le soutien économique et militaire de l'une ou l'autre des superpuissances. Le dépérissement de cette aide aux motifs politiques est d'autant plus dramatique que le fossé se creuse entre le monde occidental en constante modernisation et ses anciens " états clients ". Les " dividendes de la paix " ne profitent donc qu'à l'Occident qui semble désormais se replier sur les bénéfices qui peuvent en résulter. Si les nations occidentales s'intéressent encore aux états riches et faibles, pour le reste elles n'interviennent le plus souvent qu'afin de circonscrire les situations les plus chaotiques et donc les plus défavorables aux échanges internationaux. Cette nouvelle politique s'apparente à l'abandon du système de clientèle romain au profit de la défense d'un *limes* de prospérité en coopération avec les états clients adéquats.

L'économie de l'intervention politique est par ailleurs réalisée par le biais humanitaire. Ce nouveau type d'entremise voire d'ingérence n'est souvent pour l'Occident que la poursuite de la politique extérieure classique par des moyens moins coûteux. C'est ainsi que certains conflits se déroulent dans l'indifférence générale, l'humanitaire étatique étant devenu sélectif.

Même les Etats-Unis dont la primauté est désormais assurée, ne sont plus prêts à assumer le coût de la domination et ne sont pas insensibles à l'isolationnisme. Leur intervention découle alors d'intérêts économiques (Golfe Persique), de solidarités extérieures (Israël) ou de risques majeurs de nouveau type (drogue ou terrorisme). La mondialisation qui est devenue la gestion de la prospérité occidentale sous influence américaine, n'implique qu'une emprise limitée aux zones utiles. Celles-ci seront restreintes aux régions où la puissance américaine a été renforcée de structures socio-politiques dominées par les Etats-Unis.

Néanmoins, l'opinion dominante au sein du monde politique américain est que cette hégémonie même restrictive, n'est pas garantie. M. Richard Haass, directeur des études de politique étrangère de la *Brookings Institution* et ancien conseiller spécial du président G. Bush, décrit dans son livre *The Reluctant Sheriff* le modèle à suivre. Les Etats-Unis appuyés de partenaires - états volontaires - n'interviennent que quand il est nécessaire d'imposer l'ordre établi contre des puissances récalcitrantes - états parias - ; la guerre du Golfe est l'illustration de cette politique. La coercition ne sera donc que ponctuelle dans le temps et dans l'espace ; elle sera de surcroît partagée afin de limiter le coût politique et financier. L'influence incontournable des communications de masse suscite de plus un refus de tout recours à la force qui engendrerait des pertes en vies humaines. Cette exigence du moindre coût est illustrée par la politique du " zéro mort " qui conditionne désormais les interventions occidentales. Cet impératif était d'ailleurs entendu sous le Bas-Empire romain : Théophylacte relate que Philippicus, général de l'empereur Maurice, étant prêt de donner une bataille, se mit à pleurer dans la considération du grand nombre de gens qui allaient être tués... Enfin, l'hégémonie politique occidentale est condamnée à subir une lente dégradation ; les questions de politique étrangère ne pourront recueillir un consensus incompatible avec l'évolution de nos sociétés démocratiques. Le coût de l'exercice de la suprématie mondiale s'accommode mal de l'hédonisme et des intérêts multiculturels du monde occidental. Les interventions seront ainsi de plus en plus liées aux sympathies ethniques et culturelles.

Il est cependant loisible de s'interroger sur les chances de succès d'une telle politique " autarcique " dans un monde où la majorité de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et où des têtes nucléaires sont désormais disséminées dans une douzaine de régions. Cette situation semble confiner un Occident pacifique et jouisseur dont l'espace de prospérité est déterminé, excluant ainsi les nouveaux " barbares " comme l'avait entrepris la Rome antique. Cette conjoncture s'oppose comme sous l'empire, à deux types de menaces qui seront maintenant évoqués ; l'un d'entre eux est le déséquilibre démographique croissant qui se dresse aux frontières.

232. Le défi démographique (cf. annexe IV).

L'empire romain, gâté par les licences évoquées lors des chapitres précédents, implosa sous la pression des barbares. Or ceux-ci " au commencement inconnus aux Romains, ensuite seulement incommodés, leur étaient devenus redoutables ". Nous avons décrit comment l'influence romaine sur ces peuples leur avait fourni la culture et finalement le besoin de s'emparer des provinces impériales. La puissance romaine put tout d'abord les contenir mais " quand elle fut affaiblie, ils se répandirent de toutes parts ".

La comparaison s'impose de nouveau car l'Occident possède un attrait économique et culturel formidable et les prétendants à la jouissance de cette prospérité sont nombreux. Cependant le flux migratoire est désormais Sud-Nord contrairement à celui de l'antiquité, tandis que les portes méridionales demeurent ouvertes. Bien qu'une crainte européenne soit

celle de la prolifération des armes de haute technologie sur la rive sud de la Méditerranée, la menace actuelle demeure pacifique. La pression démographique entre les deux rives opposées est néanmoins incontournable ; Alfred Sauvy s'inquiétait déjà de ce qu'il dénommait " la plus grande faille démographique de l'histoire " qui prend en écharpe la Méditerranée. Les porte-parole du Tiers-Monde évoquent l'arme démographique dont ils disposent et revendiquent un espace vital pour leurs ressortissants. Le président Boumédiène déclarait en 1974 qu'" aucune bombe atomique ne pourra endiguer le raz de marée constitué par les milliards d'êtres humains qui partiront, un jour, de la partie méridionale et pauvre du monde, pour faire irruption dans les espaces relativement ouverts du riche hémisphère nord ". Cette déclaration fut par ailleurs reprise en 1991 par le président sénégalais Abdou Diouf, et Michel Jobert relate dans son récit de voyage intitulé *Maghreb*, des propos analogues de responsables marocains. Les barbares au-delà du *limes* n'avaient pas d'autres motivations sous l'autorité de leurs cadres instruits à Rome.

Les experts du programme de l'O.N.U. sur l'environnement prévoient en 2025 une augmentation de 150% de la population du bassin méditerranéen, une surface urbanisée multipliée par huit et un déficit alimentaire dramatique. L'Algérie dont la situation politique aggrave les difficultés, verrait sa population doubler alors que le pays importe déjà 70% de son alimentation. La population maghrébine est, en outre, beaucoup plus jeune que celle de l'Europe. Paupérisation extrême ou pression formidable à l'émigration : tel sera le choix offert aux peuples du sud. A l'instar du Bas-Empire romain, une hétérogénéité culturelle persistante peut altérer l'identité occidentale en Europe.

La nouvelle situation géopolitique du bassin méditerranéen et cette pression démographique prévisible doivent inciter l'Europe Occidentale à définir une politique vers le sud qui ne peut ressembler au repli territorial du *limes* romain. Dans cette perspective, les bases d'un partenariat euro-méditerranéen jetées à Barcelone en 1995 doivent être approfondies. Mais comme l'a montré le début des émeutes algériennes en 1988, la croissance démographique, l'autosuffisance alimentaire, l'urbanisation effrénée, la diminution des revenus pétroliers, les revendications politiques sont des obstacles à surmonter par les partenaires de l'Europe.

Toutefois, l'architecture de Barcelone témoigne de l'engagement sans précédent de l'Union européenne ; la prise de conscience de l'imbrication des intérêts entre les deux rives de la Méditerranée montre la nécessité de mettre en œuvre une politique extérieure et de sécurité commune. Mais si le volet économique-financier évolue rapidement, la déclaration de Barcelone n'a guère permis d'obtenir de résultats dans le domaine de la coopération politique et de sécurité. Les obstacles à l'instauration d'un tel système résultent de la persistance du conflit israélo-arabe, de l'absence de la Libye, de l'enlisement de la crise algérienne et du différend gréco-turc.

Les relations ambiguës qu'entretiennent l'Europe et la Turquie illustrent d'ailleurs les difficultés d'une telle coopération. La Turquie est une puissance régionale à l'économie dynamique qui partage une portion européenne de territoire et d'histoire ; elle appartient de surcroît à l'Alliance atlantique. Les liens qui l'attachent à l'Europe sont réels mais son gouvernement semble être un frein à son intégration européenne. La pression démographique fera de la Turquie un des pays riverains de la Méditerranée le plus peuplé ; l'occupation du Nord de Chypre, le conflit persistant avec la Grèce pour le contrôle des îles de la mer Egée et la répression au Kurdistan sont la manifestation de cet expansionnisme recouvré avec l'annexion d'Alexandrette en 1939 au lendemain de la constitution de la République turque.

Enfin, les successeurs d'Atatürk ont petit à petit éliminé l'héritage laïque du père de la Turquie moderne, au profit d'une idéologie turco-islamiste, ciment de l'unité nationale.

Cette dernière perspective révèle l'autre aspect comminatoire qui aboutit quant à lui à un certain rejet du modèle occidental ; nous aborderons ainsi en dernière partie l'islamisme méditerranéen.

233. Une conséquence politique de la mesure occidentale.

Comme nous l'avons déjà évoqué, les états du Sud et de l'Est de la Méditerranée ont bénéficié de prêts considérables pour des investissements à long terme ; cet octroi d'aides intéressées découlait directement de l'antagonisme né de la guerre froide. Désormais, l'unique offre occidentale s'oriente vers les zones rentables et cette libéralisation engendre des bouleversements de structures difficiles à maîtriser : forte différenciation sociale, changements dans la base du pouvoir et crise de légitimation des états. Sous le Bas-Empire, le repli territorial romain avait provoqué les mêmes conséquences financières que Montesquieu a largement dénoncées dans ses considérations. Il décrit par exemple le cas des peuples de Scythie qui subsistaient avec l'aide du commerce romain ; quand les subsides de l'empire ne suffirent plus à assurer leurs ressources, les barbares s'établirent dans les provinces.

Le phénomène a cependant aujourd'hui d'autres conséquences. La disparition de ces relais de ressources qui avaient assuré la construction des appareils d'état, a favorisé la marginalisation sociale et la paupérisation des " cadres de la nation ". De plus, l'échec des grands projets industrialisants n'a pas permis de socialiser les nouvelles couches de population éduquées.

Les mouvements islamistes qui apparaissent actuellement sont ainsi une réaction de groupes sociaux aux tensions consécutives aux politiques de modernisation. Les promesses de la modernité ont laissé place à un ressentiment qui est le produit de tous les problèmes, des traumatismes et des frustrations accumulées depuis un demi-siècle. Aujourd'hui, l'islam est l'étendard de l'émancipation culturelle ; car l'islamisme n'est pas une théologie mais une idéologie politico-sociale inspirée des valeurs traditionnelles en réponse au discrédit des idéologies occidentales. Il s'agit donc bien d'une lecture politique de l'islam qui se soucie moins de renaissance spirituelle que d'une reprise en main de la société en passe d'occidentalisation. Le Coran n'est pas un recours métaphysique mais la panacée contre la dégradation générale des mœurs, un défi lancé à la laïcité envahissante et une démarcation par rapport aux cultures occidentales. Les islamistes gagnent ainsi leur popularité par le ressentiment issu des échecs du nationalisme laïc et par leur volonté d'appliquer le programme que ces régimes avaient été incapables de mettre en œuvre.

Cet islamisme s'est progressivement installé parmi tous les états bordant le Sud et l'Est du bassin méditerranéen ; il y exerce une pression plus ou moins forte et parfois violente sur les gouvernements en place. Son impact n'est pas négligeable comme courant de protestation car il exprime les frustrations de larges couches de populations à l'encontre de régimes corrompus et souvent inefficaces en matière de croissance. Mais le caractère déstabilisateur de l'islamisme politique en termes mondiaux reste réduit. Sa capacité de nuisance n'est, en revanche pas négligeable mais n'explique pas l'hostilité manifeste de l'Occident à l'égard de l'Islam. Son assimilation au terrorisme et les actions coercitives qui peuvent en découler exaspèrent le monde musulman. Un éditorialiste égyptien a ainsi écrit en évoquant la puissance américaine : " elle ne sera jamais totalement efficace tant que le

mécontentement et la volonté de résister [du monde musulman] persisteront. Une meilleure approche serait d'opérer un tournant politique en faveur des opprimés et notamment des Palestiniens ".

Un nouveau défi s'impose donc à l'Occident dans le bassin méditerranéen afin d'éviter d'élargir la fracture entre les mondes musulman et occidental. Une transition périlleuse s'amorce de surcroît en raison du mauvais état de santé des principaux dirigeants du Proche Orient ; leur disparition risque de remettre en cause des frontières et des états de ces régions. La comparaison s'impose de nouveau avec l'antiquité ; la résistance à l'intégration politico-culturelle trouble la politique de stabilité menée aux frontières directes de la zone d'influence occidentale. Même si l'élément fédérateur est l'islam, celui-ci est d'essence politique et s'allie comme sur le *limes* romain à une forte pression démographique. L'Occident ne peut plus négliger cet environnement politico-culturel qui sous une forme comparable a participé à l'ébranlement de l'empire romain. La complexité et la diversité des aspects qui composent la géopolitique d'aujourd'hui imposent d'agir au-delà des moyens politiques usuels.



si l'on voulait tirer de ces comparaisons des conclusions pour notre temps, on ferait des prophéties qui seraient inévitablement démenties. Toutefois, ce qui est raisonnablement prévisible existe mais il est débordé de toute part par ce qui ne l'est point. Ce constat établi, tentons de conclure sur une perspective offerte au monde occidental.

Adrien fut le premier empereur à concéder une régression territoriale ; cette conduite causa beaucoup de murmures : on déduisait de la lecture des livres sacrés des romains trois opinions religieuses dont l'une d'elle affirmait que le Dieu Terme des Romains ne reculerait jamais, ce qui arriva pourtant sous Adrien et fut rapporté avec beaucoup de plaisir par Saint Augustin... La politique occidentale semble vouloir désormais admettre une régression identique et confiner la mondialisation à ses zones d'influence. Bon nombre des risques et des menaces qui sont fréquemment évoqués aujourd'hui s'étaient développés au cours des décennies précédentes, mais paraissaient alors secondaires : déséquilibre démographique, montée des économies criminelles et de l'islamisme et terrorismes divers. Mais il n'y a pas de nouveaux barbares, ce sont les mêmes qu'hier ; ce qui a changé, c'est la sensibilité du " néo-civilisé " occidental issu d'un demi-siècle de paix et de prospérité.

Le terrorisme n'a déstabilisé aucun état depuis trois décennies, y compris Israël le plus visé de tous, et aucune menace d'envergure ne pèse sur les états de l'Occident. Ceux-ci ont même désormais les moyens matériels d'accroître leur prédominance, car si la suprématie nucléaire était la condition *sine qua non* de l'hégémonie politique, c'est la suprématie en matière d'information qui jouera désormais ce rôle. Or les Etats-Unis sont mieux placés que tout autre pays pour valoriser leur puissance par le biais de l'information. Le directeur général de *Kissinger Associates* M. David Rothkopf, un ancien responsable de l'administration Clinton, dessine ce grand projet dans les termes suivants : " il y va de l'intérêt économique et politique des Etats-Unis de veiller à ce que, si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais ; que, s'il s'oriente vers des normes communes en matière de télécommunications de sécurité et de qualité, ces normes soient américaines ; que, si ses différentes parties sont reliées par la télévision, la radio et la musique, les programmes soient américains ; et que, si s'élaborent des valeurs communes, ce soient des valeurs dans lesquelles les Américains se

reconnaissent. (...) Les Américains ne doivent pas nier le fait que, de toutes les nations dans l'histoire du monde, c'est la leur qui est la plus juste, la plus tolérante, la plus désireuse de se remettre en question et de s'améliorer en permanence, et le meilleur modèle pour l'avenir ". Ainsi l'ère de l'information va-t-elle permettre une géopolitique de " romanisation " qui assurera la pérennité de la société occidentale à l'aide de nouveaux outils hégémoniques.

Le gouvernement américain s'y emploie en facilitant la constitution de groupes géants de l'information. Désormais, le politique s'implique directement dans le développement commercial pour assurer sa suprématie à l'instar de la situation de l'Europe occidentale au lendemain de la seconde guerre mondiale. M. Clinton a personnellement présenté le 1er juillet 1997 le rapport de M. Ira Magaziner qui préconise le développement sans entraves du commerce électronique.

Cet essor constitue le cœur de ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation et dont les acteurs sont les grandes firmes transnationales. C'est pour leur compte et dans leur intérêt que se prennent aujourd'hui les décisions politiques aux Etats-Unis et au sein du monde occidental. Il existe même une certaine coordination entre ces groupes afin de garantir un minimum de stabilité et de sécurité aux opérations planétaires de ce système transnational. Comme sous la *pax romana*, l'état - les Etats-Unis essentiellement - met en œuvre sa puissance économique, militaire et culturelle pour soutenir ses firmes. C'est dans ce contexte qu'a été élaboré le cadre général pour le commerce électronique global ; avec le soutien du gouvernement, il vise à fixer unilatéralement les règles et à exclure toute mesure que pourrait prendre un état souverain pour protéger son indépendance et sa viabilité économiques. Si ce cadre ne demeure qu'un catalogue d'intentions, le pouvoir économique et politique de la mondialisation à l'ère de l'information ne peut qu'encourager l'Occident à dominer le monde pour un nouveau siècle grâce à la maîtrise de l'électronique. Le néo-expansionnisme qu'accorde celle-ci au monde occidental devrait lui permettre de pallier le repli entamé qui fut fatal à la Ville éternelle. La puissance militaire renforcée par les technologies avancées de la communication, permet de surcroît à l'Occident de se déployer, de surveiller et d'intervenir partout sur la planète. Le chef du Commandement Atlantique des Etats-Unis a ainsi déclaré : " qu'on ne s'y trompe pas, il n'existe aucun pays à la surface de la Terre que nous ne puissions atteindre ".



-

-

-

-

-

-

1993. - Charles Zorgbibe, *L'après-Guerre froide dans le monde*, P.U.F, Paris,

- Ghassan Salamé, *Appels d'empire. Ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*, Fayard, Paris, 1996.

1997. - Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier*, Bayard éditions, Paris,

- Gérard Chaliand - Jean Pierre Rageau, *Atlas du millénaire : la mort des empires 1900-2015*, Paris, 1998.

ANNEXE I

1. Les empereurs du Haut-Empire romain:

Julio-claudiens :	Flaviens :	Antonins :
Auguste (-27-14)	Vespasien (69-79)	Nerva (96-98)
Tibère (14-37)	Titus (79-81)	Trajan (98-117)
Caligula (37-41)	Domitien (81-96)	Adrien (117-138)
Claude (41-54)		Antonin (138-161)
Néron (54-68)		Marc Aurèle (161-180)
Galba (68-69)		

2. Le modèle d'empire hégémonique:

: forces armées

3. Le modèle d'empire territorial:



ANNEXE IV

La pression démographique:

